

Mirobolantes péripéties sino-américaines ; criblage renouvelé de l'internet ; manœuvres maritimes en mer du Sud.

Oubliées pour un instant les disputes commerciales, monétaires ou financières entre les États-Unis et la Chine : la question épique à régler d'urgence bouscule les agendas et concerne les droits de l'homme de manière pressante. Elle place le régime chinois au pied du mur.

Le 26 avril, Chen Guangcheng, l'avocat «aux pieds nus», se réfugie à l'ambassade des États-Unis à Beijing, juste une semaine avant l'arrivée de Hillary Clinton, venue poursuivre le «Dialogue économique et stratégique». Il y reste six jours, avant d'en partir «de son plein gré» (Xinhua). Le 6 février, un tout autre personnage, Wang Lijun, deuxième personnage à Chongqing et responsable de purges sévères, court s'abriter au consulat américain de Chengdu et provoque la chute de Bo Xilai, chef du parti de Chongqing. Le consulat a abandonné Wang Lijun, l'ambassade a laissé partir Chen Guangchen le 2 mai, au risque en cette année électorale de déclencher la colère des Républicains contre le président Obama. L'immense popularité dont jouit Chen Guangcheng, dans le pays comme à l'étranger pour son courage et sa rectitude, a dû être prise en compte dans la négociation. Pour l'instant, il a enfin accès dans un hôpital aux soins médicaux que lui interdisait son assignation à domicile.

L'affaire n'est pas terminée car Chen Guangcheng refuse toujours de partir aux États-Unis, il veut continuer à se battre en Chine et avoir la vie de famille normale que l'État lui refuse depuis 2005. On voit mal comment Washington pourrait lui accorder en permanence une tutelle protectrice. De son côté, Beijing exigerait des excuses américaines pour cette «ingérence dans les affaires intérieures» tout en promettant d'enquêter sur les illégalités commises à l'encontre de Chen et qu'il connaît parfaitement. Dans tous les cas, les militants des droits civiques

vont s'emparer de l'affaire et commenter les faux pas du pouvoir.

Cette crise survient alors que le parti ne s'est pas entièrement remis du séisme politique de Chongqing. Beijing s'efforce de persuader que tout se passe dans la clarté : «L'exclusion de Bo Xilai reflète la politique de transparence du parti». (Xinhua, 18 avril). Mais cette volonté de transparence est douteuse puisque dès le 10 avril, jour de destitution de Bo Xilai, la censure s'est mise en marche pour définir sur le champ les mots sensibles qui bloquerait les recherches sur l'Internet. (Cf. plus loin la rubrique Liberté d'information, §4).

Les choix du parti ne souffrent pas discussion ; toute résistance conduirait à des sanctions : «Une rigoureuse gouvernance du parti correspond à une tendance irréversible. Ceux qui le nient seront éliminés. Tous les membres du parti, en particulier les officiels en position de responsabilité, doivent bien le comprendre.» (Global Times, 16 avril).

Une preuve supplémentaire du contrôle de l'information se trouve dans l'afflux, depuis la destitution de Bo Xilai, des révélations sur les délits de toutes sortes commis à Chongqing, sur des tortures en prison, des aveux extorqués par violence, etc. La critique est désormais autorisée puisque le bureau politique a désigné l'adversaire ; elle est utile puisqu'elle apporte de l'eau au moulin des dirigeants en place.

L'affaire de Chongqing a secoué l'opinion ; les commentaires sarcastiques diffusés sur la toile inquiètent, ce qui justifie les fermetures de sites, des arrestations pour diffusion de rumeurs et la destruction de nombreux messages depuis la mi-février : «Le chaos et les illusions engendrés par l'Internet doivent être pris en compte» (Global Time,

9 avril) «L'espace cybernétique est devenu un lieu d'expression de sentiments négatifs. On l'a pris à tort comme représentant le sentiment dominant du pays. Les gens qui partagent de mêmes points de vue s'y rassemblent et confortent leurs propres valeurs. C'est ainsi que le côté noir de la société s'est trouvé amplifié. Pire, l'opinion sur la toile tolère mal les idées contraires. La forte censure d'une opinion minoritaire est devenue une sorte de totalitarisme (sic !)». (Global Times, 10 avril).

Pour ne pas arranger les choses, la tension s'accroît en Mer du Sud avec un nouveau contentieux, celui des hauts fonds Scarborough (îles Huangyan). Les Philippines assurent qu'il s'agit de leur zone économique exclusive; les Chinois, que cette terre leur appartient depuis toujours. Les navires chinois et philippins sont là et refusent de partir. La Chine affirme une position dure : «Assurer l'autorité de la Chine est la priorité absolue dans la Mer de Chine méridionale» (Global Times, 13 avril) ; »Nous ne tirerons pas les premiers mais si la guerre éclate, nous devrons balayer résolument la marine belligérante adverse (Global Times, 24 avril) ; «Une de nos priorités urgentes consiste à user des leviers économiques pour que les pays qui osent défier la Chine subissent des pertes insupportables quant à leur économie et leurs moyens d'existence» (Le directeur de l'Institut pour les études internationales, 24 avril)

Les Philippines demandent à l'ASEAN de se prononcer sur l'affaire. Elles souhaitent, avec le Vietnam, saisir les tribunaux statuant sur le droit de la mer. La Chine, au contraire, veut à tout prix éviter l'internationalisation des litiges car elle se trouverait alors minoritaire devant le front commun Hanoï-Manille. Mais la situation est complexe et l'on retrouve la présence des États-Unis avec les manœuvres militaires américano-philippines, lancées à partir du 16 avril.

De leur côté, Russes et Chinois ont mené du 2 au 27 avril des exercices navals en commun dans la mer Jaune. Quatre navires de guerre du côté russe, plus deux navires d'approvisionnement ; seize bâtiments et deux sous-marins pour le côté chinois. La région voit dans cette démonstration de forces un avertissement pour les pays riverains de la Mer du Sud. Mais là encore, les tensions et les équivoques subsistent : Gazprom a signé un accord avec Petrovietnam pour des opérations off-shore. Bien que celles-ci ne soient pas situées dans des zones revendiquées par la Chine, Beijing s'interroge sur la venue des Russes dans cette zone de conflits.

Et les Russes ne sont pas seuls : l'Inde, qui vient de lancer une fusée à portée intercontinentale, aide aussi les Vietnamiens dans la prospection pétrolière ; elle considère la Mer du Sud comme «propriété du monde» et zone de fréquentation libre. Le renforcement de son potentiel militaire – à un niveau bien inférieur à celui de la Chine – déplaît fortement à Beijing qui dispense ses conseils à New-Delhi : «Chaque pays a le droit de développer ses forces de défense mais une expansion excessive des armements et le gonflement du budget de défense nationale au-delà des exigences de sécurité est un gaspillage d'argent et de main d'œuvre ; de plus, cela va susciter des inquiétudes parmi les pays voisins et pousser à une course aux armements.»(Guangming ribao, 9 avril). L'armement dangereux et illégitime, c'est toujours celui de l'autre.

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.....	4
Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse	5
Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.	7
Condition ouvrière. Conflits du travail	7
Conflits de masse. Environnement. Évictions foncières	8
Minorités ethniques	9
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
HongKong - Macao	11
Hors du territoire	11
Informations diverses	12
La presse chinoise et l'élection présidentielle française	12
Un appel du comité de soutien à Liu Xiaobo	13
Sources d'information	15
Appel à coopération bénévole du groupe Chine	15

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 24 avril** **Les autorités ont détruit vingt-neuf millions de textes «piratés ou illégaux» à la veille du Jour de la Propriété intellectuelle.** Le mouvement a touché trente et une provinces, municipalités et régions autonomes. Depuis avril 2011 sept mille huit cents enquêtes ont été lancées et trente-neuf millions de publications «non autorisées», détruites. (*Xinhua*, 25 avril)
- 25 avril** **Le site américain de langue chinoise Boxun a subi deux attaques paralysant son fonctionnement** et l'accès aux informations concernant le scandale entourant l'ancien chef du parti de Chongqing Bo Xilai (meurtre et corruption). Boxun a dû par deux fois changer de société d'accueil. Ces attaques consistaient à surcharger de requêtes les serveurs pour les bloquer. Leur source reste inconnue. (*Committee to protect Journalists*, 25 avril)
- 12 avril** **Selon le Bureau d'information sur Internet, plus de 210.000 comptes ont été bloqués** et quarante-deux sites ont été fermés depuis la mi-mars, dans le cadre de la campagne contre les rumeurs. (*Xinhua*, 15 avril)
- 10 avril** **La censure de l'Internet a rapidement défini les termes sensibles qui bloquerait les recherches et les commentaires sur la destitution de Bo Xilai** et sur l'inculpation de son épouse pour homicide. On peut en trouver une liste bilingue amusante sur le site China Digital Times <http://chinadigitaltimes.net/2012/04/sensitive-words-the-bo-xilai-edition/>. Voir aussi sur les détours des cybernauts pour échapper à la censure : <http://offbeatchina.com/wiebo-rumors-written-in-ciphers-and-argots-words-you-need-to-know-to-decipher-the-political-mystery-in-china>
C.D.T., 10 avril)
- 9 avril** **Suppression des émissions du présentateur de télévision Zhao Pu, après la diffusion sur Weibo d'un message dénonçant les produits alimentaires dangereux.** La CCTV n'a fourni aucune explication sur la mise à l'écart du journaliste. La censure a supprimé le jour même de sa parution le message en question : "Message d'un journaliste d'investigation : Camarades, ne mangez plus de yaourt solide et de gelée, surtout les enfants. Ce qui se passe par derrière est effrayant ; je ne vous donne pas les détails." La télévision a diffusé le 15 avril une enquête faisant état de la réutilisation de vieux cuirs pour fabriquer des gelées industrielles, employées illégalement comme gelées alimentaires. Zhao Pu faisait vraisemblablement allusion à cette affaire mais dénoncer des fraudes est un monopole d'État, interdit aux individus. (*R.S.F.*, 25 avril)
- 8 avril** **La Société chinoise pour l'Internet demande le renforcement de l'autodiscipline des entreprises et des sites de l'Internet.** La propagation de rumeurs est devenue un mal public ; elle porte gravement atteinte aux droits du peuple, à la sécurité nationale et à la stabilité sociale. Les entreprises de l'Internet doivent former leurs employés à l'identification des rumeurs ; elles doivent se conformer à l'enregistrement sous identité véritable. La Société assure que la loi interdit aux sites récepteurs de blogs de transmettre des informations personnelles sur leur client. (*Xinhua*, 9 avril)
- 6 avril** **Fermeture pour un mois des deux sites maoïstes Utopia et Maoflag** en raison d'articles qui «enfreignaient la Constitution, attaquaient avec malveillance les dirigeants de l'État et faisaient des commentaires irresponsables sur le XVIII^e congrès du Parti». (*South China Morning Post*, 7 avril)
- 6 avril** **Le mouvement des Anonymes – branche chinoise – annonce avoir attaqué à la fin mars huit sites officiels** (avec terminaison gov.cn) installés dans des provinces différentes. Les attaques ont duré cinq jours ; la plupart des sites sont redevenus actifs. Les sites locaux, moins bien protégés, ont été plus gravement perturbés. (*South China Morning Post*, 6 avril)
- 4 avril** **Incarcération dans la prison clandestine Jiujinzhuang de deux mille pétitionnaires –** dont cinq cents venus de Shanghai - en route pour le cimetière révolutionnaire de Babaoshan, à l'occasion

de la Fête des morts.

Arrestation à Shanghai de la militante de Shanghai Mao Hengfeng, alors qu'elle se rendait sur la tombe de Yang Jia, un Pékinois devenu symbole de la résistance au régime pour avoir tué six policiers de Shanghai en 2008, ce pour quoi il avait été exécuté. (C.H.R.D., 4 avril)

3 avril

D'une manière assez surprenante, l'agence Xinhua a rendu hommage à Hu Yaobang pour le treizième anniversaire de sa mort. L'ancien secrétaire général du Parti avait été démis de ses fonctions en 1987 pour excès de libéralisme. Les réactions qui suivirent sa disgrâce puis sa mort en 1989 avaient accompagné le mouvement démocratique étudiant du printemps 1989. (*South China Morning Post*, 4 avril)

2 avril

Arrestation du cybernaut Xiao Yong, très attentif aux questions de corruption, pour avoir publié les photos de la manifestation du 31 mars à Guangzhou (voir ci-dessous). Son cas serait classé «secret d'État» ce qui empêcherait toute rencontre avec son avocat Wang Yajun. (R.S.F., 13 avril)

31 mars

Arrestation de neuf jeunes qui collaient des affiches et demandaient dans une rue du centre de Guangzhou (Guangdong) que le chef de l'État Hu Jintao révèle sa fortune personnelle. Cette mesure considérée par tous et depuis longtemps comme un moyen efficace de lutter contre la corruption n'a jamais été mise en œuvre à destination du public. L'un au moins de ces jeunes, Huang Wenzun, est resté en détention. Une pétition en faveur de la divulgation des fortunes qui circulait sur l'Internet un peu plus tôt avait abouti à la convocation dans les locaux de la police de quelque cent quatre-vingts cybernutes. (*South China Morning Post*, 5 avril)

30 mars

Fermeture de seize sites Internet et arrestations de six personnes pour «fabrication et propagation de fausses rumeurs en ligne». Certains d'entre eux avaient parlé d'entrée de troupes dans la capitale, vraisemblablement en lien avec la mise à l'écart, le 15 mars, du dirigeant de Chongqing, Bo Xilai. En outre, un nombre non précisé d'individus qui avait disséminé des rumeurs similaires ont été «admonestés et éduqués». Enfin les deux sites de microblog Weibo.com et t.qq.com ont été «critiqués et punis» mais on ignore comment. Ils ont supprimé leur fonction Commentaires du 31 mars au 3 avril. (*Xinhua*, 30 mars)

28 mars

On apprend la condamnation à trois ans de prison en 2010 d'un éditeur de Chongqing, Gao Yingpu, pour avoir critiqué sur son blog la campagne anti-gang menée dans la ville par Bo Xilai. L'épouse, alors incitée à se taire, ose maintenant parler après la destitution du chef du parti de Chongqing. (C.H.R.D., 28 mars)

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

22 avril

Le célèbre «juriste aux pieds nus» Chen Guangcheng est parvenu à échapper à la surveillance des policiers qui le confinait à son domicile depuis sa sortie de prison en septembre 2010. Il a trouvé refuge à l'ambassade américaine et a pu rencontrer le militant des droits civiques Hu Jia, lui-même sorti d'incarcération en juin 2011. Chen Guangcheng ne demande pas d'asile politique. Sa lutte contre les brutalités du service de planning familial de Linyi (Shandong) l'avait fait condamner à quatre ans et trois mois d'incarcération le 26 août 2006. Son assignation à domicile avec son épouse et sa fille, parfaitement illégale, avait suscité un grand mouvement de sympathie dans tout le pays. Hu Jia a été arrêté le 28 avril, après publication d'une photo des deux hommes et relâché après un jour de garde à vue. Deux personnes qui auraient aidé à organiser la fuite de Chen sont disparues. Son frère et son neveu ont été frappés puis emmenés par la police sans uniforme qui cerne son domicile dans le village de Dongshigu, près de Linyi. (H.R.I.C., 27 avril ; *Le Monde*, 30 avril)

19 avril

Remise en liberté d'une candidate libre du Guangdong au scrutin local pour l'Assemblée nationale. Li Biyun était détenue depuis le 21 septembre pour avoir «sapé les élections».

Li Biyun refuse le principe de sa libération sous caution puisqu'elle estime n'avoir commis aucun délit. Elle avait dénoncé des irrégularités lors du vote ; un officiel s'était plaint d'avoir été blessé par elle lors d'une bagarre. (C.H.R.D., 20 avril)

16 avril **La censure a supprimé de l'Internet la lettre d'une cybernaute qui critiquait la manière dont l'ancien chef du parti de Chongqing Bo Xilai avait été écarté du pouvoir.** Selon ce professeur, du nom de Wang Zheng, le Comité central «n'a aucun droit de priver Bo Xilai de liberté sans jugement... La Constitution parle du règne de la loi, non du règne du parti». De nombreux cybernautes avaient approuvé son message. Wang Zheng a été convoquée par les autorités «pour discussion». (Apple Daily, 16 avril)

15 avril **Condamnation à une date imprécise à dix huit mois de rééducation par le travail de la pétitionnaire Zhao Guixiang,** venue de Shulan (Jilin), enlevée à Beijing et rapatriée le 29 février. Depuis un accident survenu en 2004, elle est handicapée et cherche à obtenir la reconnaissance de son état. (Weiquanwang, 15 avril)

11 avril **La pétitionnaire Zhu Guiqin, de Fushun (Heilongjiang) a été enlevée et violée** dans la capitale par des individus non identifiés mais supposés recrutés par le gouvernement local. Tous ses papiers et objets personnels ont été pris. De retour à Fushun le 13 avril, elle a voulu déposer plainte mais la police a refusé d'ouvrir une enquête. (Weiquanwang, 16 avril)

10 avril **Condamnation à trente-deux mois de prison de la militante des droits civiques et ancienne avocate Ni Yulan, pour «fraude» et «incitation à des troubles».** Son époux Dong Jiqin est condamné à deux ans de prison pour «fraude». Ils avaient été arrêtés en avril 2011 dans le cadre de la lutte contre «la révolution de jasmin», mouvement créé en Chine en référence aux révoltes du monde arabe. Tous deux offraient depuis des années leurs services aux victimes d'expulsions et pour la défense des droits au logement. Handicapée à la suite de coups reçus en détention, Ni Yulan se déplace en chaise roulante. Elle avait été condamnée en 2002 à un an de prison ; en 2008, à deux ans. D'après leur fille, qui a pu assister à ce procès expédié en dix minutes, Ni Yulan et son époux semblaient en mauvaise condition physique et Dong Jiqin paraissait avoir reçu des coups sur le visage. (South China Morning Post, 11 avril)

10 avril **Trois candidats indépendants pour le Jiangxi à l'Assemblée nationale populaire ont voulu déposer plaintes pour les violations flagrantes de leurs droits** dont ils ont souffert au cours des deux derniers mois. Liu Ping, Li Sihua et Wei Zhongping, - tous trois de Xinyu -, ont été détenus frappés et volés ; les autorités ne reconnaissent aucune responsabilité dans ces exactions et la police leur a répondu qu'elle ne pouvait rien faire pour eux. ; le Parquet a refusé de leur remettre un document prouvant leur démarche. (Weiquanwang, 12 avril)

7 avril **Après la démolition forcée de leur maison, Wu Liangzhi et sa famille se sont rendues au siège du parti de Xuchang (Henan)** pour discuter d'une indemnisation après plusieurs démarches infructueuses. Une dizaine de voyous l'ont attaquée, battue et insultée ; ils ont frappé sa fille de 24 ans au visage et l'ont déshabillée. La police n'a pas répondu à leur dépôt de plainte. (Weiquanwang, 18 avril)

6 avril **Mort de l'astrophysicien Fang Lizhi, une des figures éminentes du mouvement démocratique de 1989.** Convaincu que «la démocratie va du bas vers le haut» et non l'inverse, il avait déplu au pouvoir ; en 1987, il avait été chassé du parti et démis de son poste de vice-président de l'Université de Science et de Technologie. Il s'était réfugié aux États-Unis lors des manifestations de Tiananmen en 1989. Il enseigna plus tard la physique à l'Université de l'Arizona. Le dissident Wang Dan a ouvert un site Internet à sa mémoire. (Central News Agency, 7 avril)

2 avril **L'époux d'une pétitionnaire de Handan (Hebei), Jia Shuhua, informe de sa condamnation en octobre à dix-huit mois de camp de rééducation.** Ses démarches dans la capitale avaient pour objet d'obtenir quelques indemnités, après un licenciement collectif dans une entreprise d'État. Ils ont voulu faire appel du jugement mais le tribunal du district de Congtai à Handan a refusé d'ouvrir un dossier d'appel. (C.H.R.D., 2 avril)

26 mars **Condamnation à un an de rééducation par le travail de Zhou Niao**, pétitionnaire de Luoyang (Henan), lors de sa troisième démarche pour obtenir des informations sur les circonstances du décès de son époux. Celui-ci avait été tué en février 2010 par des motocyclistes recrutés, pense-t-elle, par un extorqueur de fonds de son entreprise. (*Weiquanwang*, 22 avril)

25 mars **Envoi dans un camp, pour dix-huit mois de rééducation par le travail, du pétitionnaire de Luoyang (Henan) Liu Xueli.** Son action en faveur des villageois dont les terres sont réquisitionnées avait déjà justifié des séjours en camp de rééducation en 2004 et 2008 pour les motifs successifs suivants : «mise en danger de la sécurité publique», «activité de pétition anormale à Beijing», «envoi d'une lettre avec dix mille signatures au XVII^e congrès du parti», «dénaturation de faits et attaque contre la politique nationale». (*Weiquanwang*, 28 mars)

AVOCATS. APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

19 avril **La police a arrêté cinquante-trois suspects et fermé dix usines fabriquant de la gélatine et des gels en capsule destinés à l'industrie pharmaceutique.** Deux cent trente tonnes de gélatine ont été confisquées dans les provinces du Hebei, du Zhejiang, du Jiangxi et du Shandong. Il s'agit de gélatine industrielle, impropre à la consommation alimentaire ou médicale et obtenue à partir de déchets de cuir. La révélation du scandale remonte au 15 avril. (*Xinhua*, 19 avril)

17 avril **Li Zhiyong et Mei Chunlai, les deux avocats du cybernauthe Ou Ronggui, n'ont pu rencontrer leur client, les autorités affirmant que le dossier comprenait des «éléments secrets».** Le 31 mars, Ou Ronggui, détenu depuis le 2 avril pour «réunion illégale, cortège et manifestation», avait avec neuf autres cybernauts exprimé en public dans le centre de Guangzhou (Guangdong) son soutien au premier ministre Wen Jiabao pour son appel aux réformes ; il demandait aussi que les dirigeants du parti fassent état de leur fortune. La sœur du détenu a reçu un appel téléphonique la menaçant de sanction si elle ne se séparait pas des deux avocats. (C.H.R.D., 18 avril)

12 avril **Se conformant à l'obligation en vigueur depuis début mars, deux cents avocats ont prêté serment de loyauté au pays et se sont engagés à soutenir le socialisme et la direction du Parti communiste.** Selon le ministère de la Justice, tout avocat qui acquiert le certificat de capacité professionnelle doit prêter un tel serment dans les trois mois. (*Xinhua*, 12 avril)

1 avril **Selon le vice-ministre de la Sécurité publique, près de quatre mille personnes ont été arrêtées en mars pour crimes économiques.** Il s'agit de contrefaçons de cartes de crédit, de créations de banques clandestines, de pyramides de vente, de fausses monnaies et d'évasions fiscales., pour un total de six cents dossiers de poursuite. (*Xinhua*, 1 avril)

CONDITION OUVRIÈRE. CONFLITS DU TRAVAIL.

15 avril **Une explosion survenue dans un garage d'une société de transport a fait douze morts et cinquante-cinq blessés** dans le village de Subang, près de Longyan (Fujian). A l'origine de l'accident, des explosifs détenus illégalement. (*Xinhua*, 18 avril)

14 avril **Cinq morts et six disparus, après l'inondation d'une galerie de mine appartenant au groupe Yulonguantong au Henan.** (C.L.B., 16 avril)

Note C.L.B. : Le nombre moyen de décès dans les mines de charbon était de six mille en moyenne au milieu de la décennie précédente. Il s'est abaissé régulièrement depuis, jusqu'au chiffre de 1973 l'année dernière. Mais un plus grand nombre de décès peut être attribué à la pneumoconiose : plus d'un million de mineurs souffrent de cette grave maladie du poumon et des dizaines de milliers de nouveaux cas sont diagnostiqués chaque année.

13 avril **L'inondation de la mine Shanfu, à Changzhi (Shanxi), a fait onze morts.** L'autorisation d'exploiter avait expiré. L'administration locale enquête sur les violations éventuelles des règles de sécurité dans quarante-trois mines de Changzhi. Elle en a fermé deux en raison des risques encourus. (Xinhua, 16 avril)

6 avril **Une inondation survenue dans la mine privée Fengxing, à Jiaohe (Jilin) a fait douze morts.** Il a fallu dix jours de lutte contre les eaux pour découvrir les corps. L'inondation provenait d'une mine voisine détenue par l'État. (Xinhua, 16 avril)

29/30 mars **Dans le district Longgang de Shenzhen (Guangdong), cinq mille ouvriers de Ohm Electronics, filiale de la firme japonaise Matsushita Electric, se sont mis en grève** après la rupture de négociations dans lesquelles ils demandaient un relèvement des salaires. Ils contestent la légitimité du chef du syndicat et demandent une élection nouvelle. (Epoch Times, 30 mars)

27 mars/ 1 avril. **Grève de six jours des ouvriers de l'usine de construction mécanique Qingqi, à Jinan (Shandong) pour protester contre l'absence d'information concernant la privatisation de leur entreprise.** (C.H.R.D., 12 avril)

27-29 mars **Plus d'un millier d'ouvriers d'une fabrique de composants pour l'industrie aéronautique ont affronté la police à Zunyi (Guizhou),** à l'issue d'une marche de trois jours destinée à obtenir un relèvement de leur allocation logement. (Centre d'information sur les Droits de l'Homme et la Démocratie, 29 mars)

CONFLITS DE MASSE. ENVIRONNEMENT. ÉVICTIONS FONCIÈRES.

23 avril **Deux des anciens dirigeants du parti dans le village de Wukan (Guangdong) ont été exclus du parti ;** ils devront rembourser les sommes considérables qu'ils avaient détournées à l'occasion de transferts illégaux de terrains. Le village s'est rendu célèbre en fin 2011 pour la lutte qu'il a menée contre ses dirigeants, lutte qui a abouti à un scrutin libre pour la désignation des nouveaux chefs de village. La mort dans les locaux de la police du premier leader du mouvement n'avait pas calmé les protestataires. (Xinhua, 23 avril)

18 avril **Les villageois de Xiaogangqing, près de Renhe, district de Yongsheng, agglomération de Lijiang (Yunnan) ont attaqué des policiers avec des machettes et des gourdins,** en blessant quinze et tuant leur chef-adjoint. Par leur mouvement de protestation, commencé le 12 avril, ils veulent obtenir un relogement et une indemnisation pour les dommages causés par une exploitation minière. Il semble que les villageois aient cru que les tirs de semonce étaient en fait dirigés contre eux. (Centre d'Information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 20 avril)

14 avril **Une bagarre qui opposait les villageois aux employés d'une société de construction a fait vingt et un blessés dans le village de Maojie,** district de Guangan, au Yunnan. Les paysans voulaient empêcher le déplacement d'équipements industriels destinés à la construction. Les causes du conflit restent floues. (Xinhua, 16 avril)

13-14 avril **Dix mille habitants du district Binhai, à Tianjin ont affronté la police lors d'une manifestation de protestation contre le chantier d'une fabrique sino-saoudienne de polycarbonate** commencé en avril 2011. L'annonce d'une prochaine étude des effets environnementaux et d'une suspension des travaux n'a pas calmé les manifestants. (Molihua, 16 avril)

11-17 avril **Plus de mille personnes âgées et des villageoises de Xianqiao, district de Chaoan, près de Chaozhou (Guangdong) ont marché vers le gouvernement local** pour réclamer le retour des terres arables vendues secrètement par le précédent secrétaire du Parti. (R.F.A., 12-19 avril)

- 11 avril** **La police anti-émeute a essayé de disperser dix mille villageois de Yinggehai qui manifestent depuis un mois devant les bâtiments administratifs de Foluo, district de Ledong, près de Sanya (Hainan).** Elle a fait une centaine de blessés. Les affrontements se sont poursuivis les deux jours suivants. Les villageois refusent la construction d'une centrale au charbon, craignant que cette dernière pollue les eaux de pêche et les terres agricoles.
Des milliers de villageois de Fengtang, situé à deux kilomètres de Yinggehai, refusent le déplacement de l'usine vers leur commune. Le 16 avril, ils ont pénétré les bâtiments administratifs de Foluo, après le refus officiel de recevoir leur pétition. Ils ont endommagé les bureaux, brûlé des documents et arraché les signes distinctifs du bâtiment. La police a réoccupé les lieux dans la soirée. Mais les protestations se sont poursuivies le lendemain. (*Epoch Times*, 16 avril ; *Molihua*, 15-19 avril)
- 10-12 avril** **Dix mille résidents du district Wanshengde Chongqing ont protesté pendant trois jours contre la fusion de leur district avec un autre plus pauvre,** Qijiang, en octobre dernier. Ils ont jeté des pierres et des briques sur la police, ont détruit douze voitures de police et en brûlé quatre. (B.B.C., 12 avril)
- 9 avril** **Plus de mille paysans pétitionnaires de Fangniugou, village du district Beian, près de Mudanjiang (Heilongjiang) ont affronté la police et bloqué les routes.** Ils protestent contre les abus de pouvoir des cadres du village et contre la vente illégale de leurs terrains, aujourd'hui retournés en jachère. Les jours précédents, la police était arrivée dans le village dans le dessein d'y arrêter des pétitionnaires. (*Molihua*, 9 avril)
- 6 avril** **Affrontements entre la police et les villageois de Gaolifang,** district de Taian, près de Anshan (Liaoning). Ces derniers ont bloqué les routes et assiégié le siège du gouvernement local ; ils protestent contre l'implantation d'une usine de nickel qui pollue l'environnement et nuit à la santé publique. (*Molihua*, 13 avril ; *Epoch Times*, 14 avril)
- 6 avril** **Deux cents fonctionnaires et policiers sont venus à Dingguantun,** district de Yuncheng (Shandong) pour dégager des champs de blé destinés à un chantier industriel et que les villageois ne veulent pas céder. Les autorités locales avaient publié le 20 mars un plan de réquisition de terrains «inoccupés» sans concertation avec les cultivateurs. Trois paysans sont détenus depuis la fin mars. (*Weiquanwang*, 21 avril)
- 26 mars** **Affrontement des villageois du district Lingui près de Guilin (Guangxi) avec la police et les ouvriers du chantier de démolition de leurs maisons.** Il y eut plusieurs arrestations. Les manifestants ont bloqué les abords du bâtiment gouvernemental pour protester contre le chantier et pour obtenir la libération des détenus. Cinq paysans seraient toujours détenus ; d'autres auraient fui de peur d'être arrêtés. (*Molihua*, 29 mars ; *Weiquanwang*, 18 avril)

MINORITES ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

- 19 avril** **Mort de deux Tibétains,** qui s'étaient suicidés par le feu quelques heures plus tôt pour protester contre la domination chinoise, au monastère Dzamthang Jonang, dans la préfecture autonome de Ngaba (Sichuan). Ils étaient cousins. (R.F.A., 19 avril)
- 14 avril** **Suppression «pour raisons politiques» de la Dayul United Association,** organisation du Sichuan dont l'objectif est de promouvoir l'unité des Tibétains. Deux cent cinquante Tibétains liés à l'association ont été arrêtés dans le district Datongma, près de Kardzé (Sichuan) puis relâchés, sauf trente-trois d'entre eux. Les échauffourées entre Tibétains et policiers auraient duré deux jours. (Kyodo, 23 avril)
- 14 avril** **La police aurait blessé une centaine de Tibétains du village d'Andu,** dans la préfecture

Ngaba (Sichuan), lors d'une manifestation dirigée contre une réquisition de terrain par des fonctionnaires. (R.F.A., 16 avril)

14 avril **Les autorités annoncent des investissements en matière d'approvisionnement en eau potable** ; en bénéficiaient trois cent mille Tibétains. Malgré l'abondance des ressources en eau, nombre d'habitants des régions éloignées ne disposent toujours pas d'une eau propre et potable. De source officielle, un million et demi d'individus ont été approvisionnés de 2005 à 2010 et 223.000 en 2011. (Xinhua, 14 avril)

11 avril **Le taux de mortalité lors de l'accouchement est de 174,78/100.000 au Tibet en 2010**, soit près de six fois le taux moyen chinois (30/100.000). Le taux de mortalité infantile s'élève à 20,69/° contre 13,1/° pour la Chine. Un projet d'amélioration sanitaire de deux ans va concerner un million et demi de personnes dans vingt et un districts. (Xinhua, 11 avril)

5 avril **Arrestation de soixante Tibétains du monastère Quzha**, dans le district Litang de la préfecture de Kardzé, qui protestaient contre la venue d'un groupe de propagande du parti communiste, chargé de leur rééducation et de mener une campagne contre le dalai-lama. (R.F.A., 16 avril).

2 avril **Fermeture d'une école de langue tibétaine fonctionnant depuis plus de vingt ans à Kardzé** (Sichuan). Le directeur et un enseignant ont été appréhendés. Les parents sont invités à envoyer leurs enfants à l'école officielle. (Centre tibétains pour les Droits de l'Homme et la Démocratie, 19 avril)

28 mars **Suicide par le feu d'un moine de vingt ans**, Lobsang Sherab, du monastère de Kirti, dans la préfecture autonome Ngaba (Sichuan). Deux jours plus tard, deux autres moines de Kirti se sont enflammés pour protester contre la domination chinoise dans le district de Barkham (même préfecture). Ils sont morts à l'hôpital où on les avait transportés. (R.F.A., 28 mars, 7 avril)

QUESTION OUGHOURE

24 avril **Les autorités du Kazakhstan proposent la création d'une cyber-police dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai**. Il s'agit de lutter contre la diffusion d'informations liées au «terrorisme, au séparatisme et au trafic de drogues». Devant le Forum de l'O.C.S., réuni à Almaty, le côté russe a affirmé la nécessité de transformer l'organisation pour ne pas être pris de court en cas de crise internationale, comme ce fut le cas en Libye et en Syrie. (Kazakhstan news Agency, 24 avril)

18 avril **Les dirigeants communistes du Xinjiang annoncent l'intensification de la lutte contre le terrorisme** avec un durcissement de l'action policière, des interventions plus rapides, le resserrement des liens avec la population pour la détection des coupables et le renforcement du combat contre l'extrémisme religieux. (Xinhua, 18 avril)

5 avril **Les autorités ont ajouté six noms à leur liste de «terroristes»** et ont saisi les biens des intéressés. L'un d'entre eux aurait organisé un camp d'entraînement à l'étranger et aurait été impliqué dans l'attaque à la bombe de Kashgar de juillet 2011. Un autre aurait encouragé les attaques contre les civils. Les autres auraient plutôt agi dans le domaine de l'organisation. Le Congrès mondial ouighour installé à Munich accuse le pouvoir chinois de grossir la menace terroriste pour intensifier la répression. (Xinhua, C.M.O., 6 avril)

30 mars **Les autorités régionales du Xinjiang annoncent la réouverture d'écoles primaires qui avaient été fermées en 2004** en raison du trop petit nombre d'élèves. Le nombre d'établissements concernés devait être précisé le 20 avril. Les critères de réouverture sont que les enfants ne doivent pas avoir à marcher plus de trois quarts d'heure pour se rendre à l'école ; que les établissements ne doivent pas accueillir plus de deux mille élèves et que la fréquentation maximale dans les jardins d'enfants ne doit pas dépasser trois cent soixante inscrits. (Xinhua, 30 mars)

QUESTION MONGOLE

- 2 avril** **Arrestation de vingt-deux Mongols après une bagarre opposant à la police plusieurs centaines de villageois qui voulaient empêcher une saisie de terrain** par la société forestière d'État Xinglonggao. Le lendemain, des villageois sont partis demander la libération des détenus et la restitution des terres dans la capitale de la Bannière Daachintal. Le 4 avril, vingt détenus ont pu retourner chez eux. (*Southern Mongolian Human Rights Information Centre, R.F.A., 4 avril*)

HONGKONG-MACAO

- 15 avril** **Une manifestation en souvenir du massacre de Tiananmen (1989) n'a pu être couverte** à proximité du Bureau de liaison par les radios et journaux, la police n'autorisant le reportage que de quatre chaînes de télévision. Les autorités ont confiné ces dernières sur une étroite bande de terrain, «faute de place». Depuis l'année dernière, la police limite le travail de la presse lors des manifestations qui se déroulent devant le Bureau de liaison. Les journalistes protestent, demandant si la police est devenue «le chef de la rédaction» dans la presse du territoire. (*South China Morning Post, 16 avril*)

- 1 avril** **Une manifestation de protestation contre l'immixtion de Beijing dans l'élection du chef de l'exécutif Leung Chun-ying** (25 mars) a débouché sur des affrontements avec la police. Celle-ci employait des vaporiseurs de poivre pour empêcher les manifestants de s'approcher du Bureau de liaison du gouvernement central. Les estimations du nombre de participants vont de 5.300 (police) à 15.000. Les slogans revendiquaient le suffrage universel («un homme, une voix») et criaient le deuil de la démocratie. Sur les banderoles, «le chacal occupe la route, le peuple de Hongkong est furieux». Leung Chun-ying, élu par un collège de 1.200 personnes désignées sous l'influence du gouvernement central, passe pour être membre du parti communiste. (*South China Morning Post, 2 avril*)

HORS DU TERRITOIRE

- 17 avril** **La Chine aurait cessé de rapatrier les Nord-Coréens arrivés sur son territoire, satisfaisant ainsi à une demande du gouvernement sud-coréen.** Certains experts interprètent ce revirement comme l'expression d'un mécontentement causé par le lancement d'une fusée à longue portée. Le nombre des réfugiés aurait beaucoup augmenté après la mort en décembre de Kim Jong-il, le précédent dirigeant nord-coréen. (*Yomiuri Shimbun, 18 avril*)

- 16 avril** **Le ministère des Affaires étrangères demande le départ sans délai du bateau de recherche archéologique philippin qui mouille dans les eaux des îles Huangyan** (les hauts-fonds Scarborough ou encore Panatag). Les Philippines s'étaient plaintes le 14 avril de l'intervention chinoise. Le lendemain, le Global Times chinois affirmait : «Il est nécessaire pour la Chine d'envoyer plus de forces de surveillance dans la région des Huangyan et l'armée de Libération doit être prête à fournir un soutien d'urgence». Le 16 avril, des manœuvres philippino-américaines commençaient en Mer de Chine méridionale.

Le ministère des Affaires étrangères de Manille a demandé à la Chine d'accepter l'arbitrage du Tribunal international sur le droit de la mer mais Beijing souhaite que l'affaire se traite dans un cadre bilatéral. (*Xinhua, 18 avril*)

- 15 avril** **Lors du défilé militaire de Pyongyang, capitale de la Corée du Nord, une plateforme mobile d'une longueur de vingt mètres et reposant sur seize roues portait une fusée intercontinentale.** Selon le gouvernement sud-coréen, il s'agissait vraisemblablement d'un équipement chinois. Si tel était le cas, la Chine aurait enfreint la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies qui prohibe la livraison d'équipements militaires à la Corée du Nord. (*Chosun Ilbo, 17 avril*)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 23 avril Il manquera 1,3 milliards de m³ d'eau à Beijing en 2012, soit l'équivalent d'un tiers de la consommation annuelle. Les ressources en eau locales ne peuvent fournir que 2,4 milliards de m³ d'eau. Treize années de sécheresse expliquent en partie ce déficit. (*Xinhua*, 24 avril)
- 17 avril Le champ pétrolifère Penglai 9-1, découvert il y a deux ans dans la mer de Bohai (golfe intérieur de la Mer Jaune), se révèle un des plus grands de la région, avec une capacité de 700 barils par jour. (*Xinhua*, 17 avril)
- 17 avril Les investissements directs étrangers ont atteint 29,48 milliards de dollars au premier trimestre 2012, soit 2,8% de moins qu'au premier trimestre 2011. Les investissements en provenance de l'Union européenne ont diminué de 31,2% ; ceux des États-Unis et du Japon ont augmenté respectivement de 10,1% et de 13,2%. (*Xinhua*, 17 avril)
- 13 avril Selon les bureaux du planning familial de Beijing, l'exode rural estimé pour les vingt années prochaines devrait atteindre trois cents millions d'individus. Ces migrations massives remettent en cause le système du certificat de résidence (Hukou) et l'accès aux prestations des services publics de l'ensemble des migrants, notamment en matière de santé. (*Xinhua*, 13 avril)
- 3 avril Selon l'Association coréenne pour le commerce international (KITA), les échanges de la Chine et de la Corée du Nord ont atteint un sommet en 2011 avec 5,63 milliards de dollars. Les échanges entre les deux Corée se limitent à 1,71 milliards de dollars. Les exportations nord-coréennes se sont élevées à 2,46 milliards de dollars et les importations, à 3,17 milliards. (*Chosun Ilbo*, 4 avril)

La presse chinoise et l'élection présidentielle française

Sur l'étranger, l'information chinoise respecte un principe simple. S'il y a affinité idéologique, la présentation est favorable. S'il s'agit d'un pays à régime différent, en particulier d'une démocratie pluripartite, il importe d'en souligner les aspects négatifs, l'objectif étant d'amener la population à se réjouir du monopole du parti unique, facteur de stabilité et d'harmonie.

Le fait qu'aucune majorité ne se soit manifestée au premier tour est déplorable : «Cette partie nulle révèle une France perturbée....Cette élection chaotique est en ligne avec les chaotiques réalités économiques et politiques dans lesquelles la France est tombée.» (Un professeur à l'Université de Droit et de Sciences politiques de Chongqing, 24 avril) ; «Ni Hollande ni Sarkozy ne semblent tout à fait prêts et ils ne veulent pas reconnaître combien la situation est menaçante.» (Un commentaire du 23 avril).

D'autre part, les relations pourraient être plus difficiles si le président sortant n'était pas réélu : «Hollande nous donne des raisons d'inquiétude du fait qu'une nouvelle période va s'ouvrir dans les relations franco-chinoises. Qui plus est, l'attachement du parti socialiste à la diplomatie des Droits de l'Homme nous pousse à nous remémorer la pauvreté des résultats obtenus pendant la période de feu le président Mitterrand.» (Commentaire d'un chercheur de l'École des Relations internationales et des Affaires publiques à Shanghai, 23 avril)

D'ailleurs la quête des voix des électeurs est quelque peu malsaine : «La personnalité des candidats,



leurs épouses, leur capacité de plaire au public ont pris de l'importance...Les politiques sont sorties peu à peu de l'angle de vue et la campagne regorge de rumeurs...Les candidats s'envoient de la boue à la figure...Le système démocratique à l'occidentale appelle des réformes ; il a perdu le sens des objectifs à atteindre et vire au commercialisme. Les défauts du système sont préoccupants. La politique à l'Ouest n'a plus d'objectif aujourd'hui...La démocratie ne mérite aucune vénération.» (Global Times, 24 avril)

La preuve : le fort taux de participation. Il montre que «le public français aspire au changement au milieu des attaques qu'engendre la crise économique...L'importance des votes pour les partis non gouvernementaux montre que l'opinion est divisée et chaotique ; elle est fatiguée et a perdu confiance dans la rotation du pouvoir entre les deux partis traditionnels de la gauche et de la droite» (Quotidien du peuple, 24 avril)

La conclusion est clairement suggérée : au vu de la situation en France, la Chine a toute raison de s'écartez du chemin sans avenir des élections libres.

UN APPEL DU COMITÉ DE SOUTIEN A LIU XIAOBO (PRIX NOBEL DE LA PAIX INCARCÉRÉ DEPUIS DÉCEMBRE 2008)

La Ligue des Droits de l'Homme, membre du Comité de soutien à Liu Xiaobo, a signé la déclaration suivante, faite par le Comité et par Amnesty International, à l'occasion de la rencontre du 17 avril L'ART CONTRE LA CENSURE EN CHINE. Cette soirée s'est tenue au Musée du Jeu de Paume, en liaison avec l'exposition de l'artiste Ai Weiwei.

A l'occasion de la soirée spéciale «L'Art contre la censure en Chine», le 17 avril 2012, au Jeu de Paume, des associations de défense des droits de l'homme membres du Comité de soutien à Liu, en partenariat avec Amnesty International et des personnalités, appellent les autorités chinoises à libérer Liu Xiaobo, prix Nobel de la Paix 2010, emprisonné depuis décembre 2008 et condamné à onze années de réclusion. Elles réaffirment également leur soutien à son épouse, Liu Xia, actuellement en résidence surveillée.

La censure des régimes qui se sont succédé en Chine a souvent été contournée par la dérision, l'allusion et l'imagination des artistes chinois. A lui seul, Ai Weiwei combine toutes les formes d'expression : vidéo, photo, blog, mais aussi sculpture et architecture pour s'opposer à la censure des autorités chinoises et exprimer son irrépressible désir de liberté.

Les œuvres des écrivains chinois Liu Xiaobo, Liu Hongbin, Bei Dao et Ai Qing, père d'Ai Weiwei, Liu Xia, épouse de Liu Xiaobo et des artistes contemporains Wang Keping, Gao Yuan et Ma Desheng, présents lors de la soirée, sont l'expression de cette résistance à l'oppression, à la censure alors que la répression des voix dissidentes ne fait que s'amplifier en Chine. Leurs voix font écho à l'œuvre provocatrice et iconoclaste d'Ai Weiwei.

Pour avoir participé à de nombreuses initiatives visant à obtenir une réforme politique du régime chinois, notamment l'adoption de la Charte 08, qui appelle à l'instauration d'une véritable démocratie en Chine dans le respect des droits humains, Liu Xiaobo a été condamné pour «incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat» à onze ans d'emprisonnement. Son seul crime, comme pour tant d'autres dissidents, n'a été que d'oser éléver la voix et participer à la réflexion sur l'avenir politique de son pays avec de nombreux autres intellectuels chinois.

Détenu dans la prison de Jinzhou, dans la province du Liaoning (Nord-Est), il est privé de tout contact avec l'extérieur. Son épouse Liu Xia est assignée à résidence à Pékin, sous surveillance permanente de la police, coupée du monde et empêchée de publier ses œuvres.

Les associations de défense des droits de l'homme et personnalités demandent une nouvelle fois au gouvernement de libérer Liu Xiaobo. La décision de gracier le prix Nobel de la Paix est entre les mains



du président Hu Jintao. En ouvrant la Chine à davantage de libertés, il donnerait un signe d'espoir et confirmerait les dires du Premier ministre Wen Jiabao qui affirmait, le 3 octobre 2010, que la liberté d'expression était 'indispensable dans tous les pays'.

Intellectuel engagé et poète, Liu Xiaobo est aujourd'hui une figure emblématique de la répression du gouvernement chinois à l'encontre des intellectuels, artistes, avocats et militants des droits de l'homme, dissidents, journalistes, blogueurs ou simples citoyens dont les libertés fondamentales d'opinion, d'expression et d'information sont quotidiennement bafouées par les autorités.

Comité de soutien à Liu Xiaobo :

Le Comité de soutien à Liu Xiaobo est composé de : [Action des chrétiens pour l'abolition de la torture \(ACAT\)](#), [Agir pour les Droits de l'Homme \(ADH\)](#), [Comité de soutien au peuple tibétain \(CSPT\)](#), [Christian Solidarity Worldwide \(CSW\)](#), [Ensemble Contre la Peine de Mort \(ECPM\)](#), [Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme \(FIDH\)](#), [Freedom Now](#), [Human Rights Foundation \(HRF\)](#), [International Campaign for Tibet \(ICT\)](#), [Ligue des droits de l'Homme \(LDH\)](#), [Reporters sans frontières \(RSF\)](#), [Solidarité Chine](#).

Les lauréats du Prix Nobel de la Paix : Dr. Shirin Ebadi, Ms. Jody Williams, Arch. Desmond Tutu, Ms. Mairead Maguire, Ms. Betty Williams, avec le soutien actif de † Mr. Vaclav Havel

La soirée a eu lieu en partenariat avec Amnesty International France.

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiquan Wang, Wen Wei Po.

APPEL A COOPÉRATION BÉNÉVOLE DU GROUPE CHINE

Les tensions politiques et sociales s'accroissent, le poids international de la Chine s'alourdit et le travail du groupe augmente. Nous voulons informer, sensibiliser et organiser des actions concrètes. Le groupe Chine ne dispose que de faibles moyens au regard de l'ampleur des tâches. Il serait donc très heureux d'accueillir de nouveaux membres.

La connaissance du chinois n'est pas indispensable en particulier pour le travail de communication qui devient essentiel ; mais il faut disposer d'un ordinateur pour maintenir les échanges entre les réunions mensuelles. Toute personne intéressée peut s'adresser au secrétariat de la Ligue.

Nous serions aussi très contents de recevoir vos commentaires et suggestions concernant le bulletin et son contenu.

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».